BDIC NWT
BUSINESS DEVELOPMENT AND INVESTMENT CORPORATION

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

RAPPORT ANNUEL 2017-2018

SID TNO
Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

SIÈGE SOCIAL

5201, 50e Avenue, bureau 701
Yellowknife NT X1A 3S9
Téléphone : 867-767-9075
Télécopieur : 867-765-0652
Sans frais : 1-800-661-0599

www.bdic.ca

bdicinfo@gov.nt.ca

SID TNO
Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

TABLE DES MATIÈRES

1. Résumé

2. La société

2. Le ministre, le président et le directeur général
3. Le conseil d'administration
3. Le comité d'audit
3. La direction
4. Présentation de la SID

6. Programmes et services

6. Programme de facilités de crédit
7. Programme de capital d'investissement
8. Programme de filiales
10. Les filiales
11. Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises
12. Services aux entreprises

19. Rapport

19. Résultats 2017-2018
21. Radiations et renonciations

22. Décaissements

25. États financiers

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le conseil d'administration, les membres de la haute direction et le personnel de la Société d'investissement et de développement (SID) des Territoires du Nord-Ouest (TNO) sont heureux de présenter au ministre responsable de la SID leur rapport annuel pour l'exercice 2017-2018. Au cours de cet exercice, la SID a poursuivi sa mission d'aide au développement et à la diversification de l'économie des TNO en offrant des conseils et un financement flexible aux entrepreneurs ténois.

En 2017-2018, la SID a octroyé 7,72 millions de dollars en nouveaux prêts, subventions et contributions. De ces fonds, 93 % ont été versés dans des collectivités autres que Yellowknife, et 39,8 % ont été alloués dans des collectivités de niveau II. La valeur du portefeuille de prêts de la SID s'élève maintenant à 46 millions de dollars. La SID applique des pratiques rigoureuses de gestion du risque pour garantir que ses clients qui reçoivent du financement sont disposés et aptes à rembourser leur prêt à la SID, et à bâtir des entreprises viables.

Au cours de l'exercice, le Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE) a distribué 204 260 $ à 40 bénéficiaires afin d'appuyer le lancement et le développement des entreprises, ainsi que l'achat de matières premières pour la production d'art et d'artisanat.

La demande de services aux entreprises est restée forte au cours de l'exercice 2017-2018. Le centre de services de la SID a aidé 296 personnes de partout aux TNO. Les séances de formation entrepreneuriale ont attiré 103 participants qui ont assisté à 54 séances. Six jeunes entrepreneurs ont été jumelés avec des mentors du milieu des affaires, et 33 autres personnes ont participé à des « camps d'entraînement » d'affaires à Hay River et à Yellowknife. La SID a accru l'accessibilité de ses programmes et services en offrant son populaire guide de démarrage d'entreprises aux TNO sous forme d'application mobile et en produisant de nouveaux panneaux et de l'information pour ses bureaux régionaux.

Après des années de travail, la SID offre maintenant tous ses programmes et communications en anglais et en français. Tous les documents de communication, formulaires et renseignements sont dorénavant offerts dans les deux langues. La SID a également accru sa collaboration avec des organismes francophones. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a souligné nos efforts dans son rapport annuel 2016-2017 sur les langues officielles, et nous en sommes des plus heureux.

La SID a apporté son soutien à la Ville de Yellowknife avec le concours d'incubation d'entreprises Win Your Space YK. Les participants à ce concours ont reçu une formation d'affaires et du soutien de la SID pour peaufiner leur proposition. Le candidat qui propose la meilleure idée remporte une année de loyer gratuit, gracieuseté de la ville, en plus d'avoir accès au FDEE de la SID, s'il y est admissible.

Les filiales de la SID ont généré des ventes de 730 109 $ et l'équivalent de 12,01 emplois directs à temps plein à Fort Liard, Fort McPherson, Fort Providence et Ulukhaktok. Grâce au programme de filiales, 111 résidents de ces collectivités ont touché un revenu en produisant des objets d'art et d'artisanat pour ces entreprises. La SID continue d'appuyer le renforcement des capacités de ses filiales en les aidant à organiser des salons professionnels et d'autres activités de promotion.

La SID se réjouit de continuer à offrir des programmes et des services d'affaires aux résidents et aux entrepreneurs des TNO.

Pawan Chugh
Directeur général

Darrell Beaulieu
Président

Le ministre, le président et le directeur général

Wally Schumann

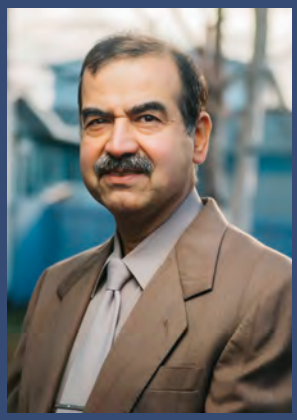
Ministre responsable de la SID

Wally Schumann est le ministre responsable de la SID. Ouvrier spécialisé en carrosserie automobile (certifié Sceau rouge), il possède aussi une petite entreprise. Il a été président du Conseil des Métis de Hay River, membre du comité de la participation autochtone de la Chambre des mines des TNO, et administrateur pour l'Association des manufacturiers des TNO.

Darrell Beaulieu

Président de la SID

Darrell Beaulieu est né et a grandi dans le Nord. Il est président de la SID depuis 2005. M. Beaulieu est également président et directeur général de Denendeh Investments Incorporated (DII), en plus d'être administrateur de la Northland Utilities (Yellowknife et TNO).



Pawan Chugh

Directeur général

Pawan Chugh a travaillé dans la fonction publique durant plus de deux décennies. Il est directeur général de la SID depuis 2005. Pendant son mandat, la SID est devenue le chef de file ténois en matière de développement économique et a épaulé les résidents de chacune des 33 collectivités. M. Chugh apporte son expertise en affaires, en droit, en marketing et en finance.

LA SOCIÉTÉ

Le conseil d'administration

Le conseil d'administration (CA) de la Société est composé de gens d'affaires nommés par le ministre responsable de la SID. Pour être admissibles, ils doivent avoir été propriétaires ou gestionnaires d'une entreprise aux TNO ou posséder une expertise pertinente pour l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

Les administrateurs ont différentes compétences en affaires et représentent diverses collectivités ténoises.

Darrell Beaulieu (président)	N'Dilo
Denise Yuhas (vice-présidente)	Fort Smith
Gwen Robak	Hay River
Andy Wong	Yellowknife
Denny Rodgers	Inuvik
Joanne Deneron	Fort Liard
Charlie Furlong	Aklavik

Le comité d'audit

Le CA a mis en place un comité d'audit pour l'assister dans ses responsabilités de surveillance, notamment en ce qui concerne le respect de la loi, ainsi que les processus d'audit et de communication de l'information financière.

Les membres du comité possèdent de bonnes connaissances financières. Certains ont une expertise en comptabilité, en prêts, en placements ou dans des domaines connexes.

Denise Yuhas (présidente)	Fort Smith
Joanne Deneron (vice-présidente)	Fort Liard
Louise Lavoie	Yellowknife
Denny Rodgers	Inuvik
John Hazenberg	Yellowknife

La direction

Pawan Chugh, directeur général
Leonard Kwong, directeur des finances et des programmes
Chris Taylor, gestionnaire des programmes financiers
Brad Poulter, gestionnaire des services aux entreprises et des communications

LA SOCIÉTÉ

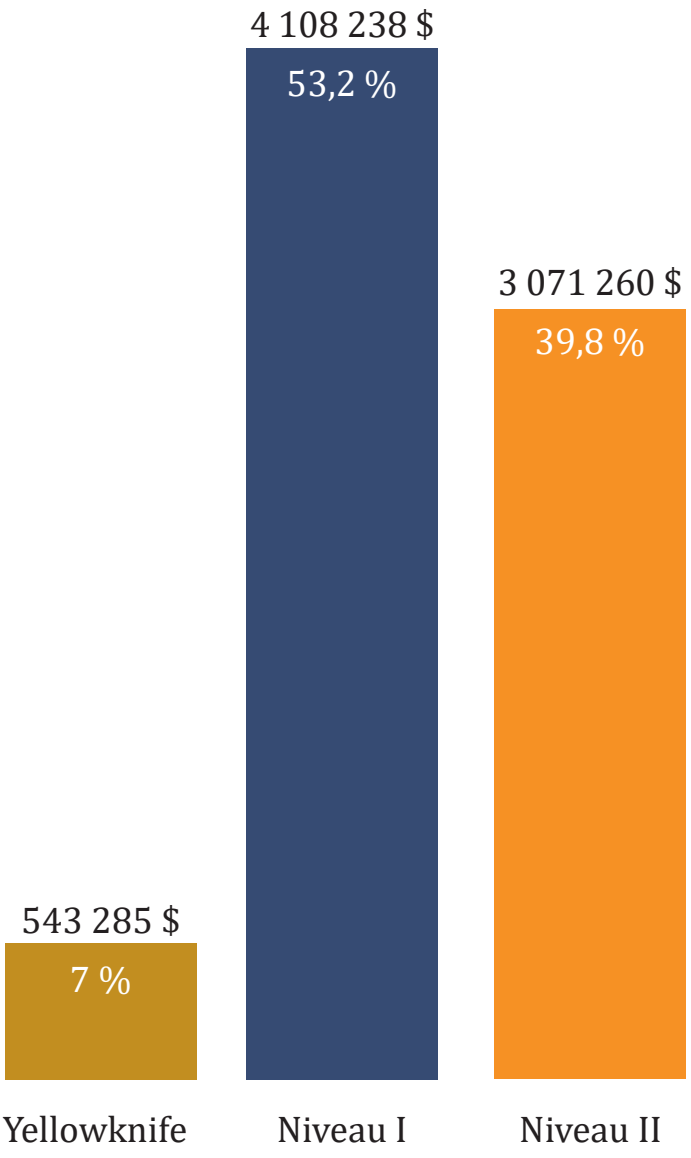
Présentation de la SID

La SID a été créée le 1er avril 2005 avec l'adoption de la Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest, grâce à laquelle ont fusionné la Société de développement et la Société de crédit commercial des Territoires du Nord-Ouest. La Loi décrit le mandat de la SID, qui consiste à appuyer les objectifs économiques du GTNO d'une manière qui profite à la population et à l'économie ténoises.

La SID fournit du financement par emprunt et par actions aux entreprises ténoises. Deux grands types de financement par actions sont offerts : les actions privilégiées de sociétés détenues et gérées à l'externe (Programme de capital d'investissement) et les actions ordinaires d'entreprises dont la SID est l'actionnaire majoritaire (Programme de filiales). De plus, la SID offre des services de soutien aux entreprises dans l'ensemble des TNO. Le but est de rendre ses programmes et services complémentaires, afin d'aider les clients à toutes les étapes de leur développement avec le soutien nécessaire pour atteindre leurs objectifs opérationnels.

En 2017-2018, la SID a déboursé 7,72 M$ en nouveaux prêts, subventions et contributions; 93 % de ces fonds ont été accordés ailleurs qu'à Yellowknife, et 39,8 % sont allés à des collectivités de niveau II.

Aide financière accordée en 2017-2018 (par niveau de collectivité)



Collectivités de niveau I
Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier bien développés. Fort Smith, Hay River, Inuvik et Yellowknife (incluant N'Dilo).

Collectivités de niveau II
Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier moins développés. Toutes les autres collectivités ténoises.

Présentation de la SID

Aide financière accordée en 2017-2018 (par secteur d'activité)

Secteur	Facilités de crédit		Contributions		Filiales	
	#	k$	#	k$	#	k$
Voyage, tourisme, hébergement, aliments et boissons	2	**44 $**	1	**6 $**		
Arts, loisirs et divertissement	1	**27 $**	22	**88 $**	2	**240 $**
Santé et services sociaux			1	**9 $**		
Commerce de détail	2	**1 135 $**	2	**17 $**		
Fabrication			1	**1 $**	2	**375 $**
Pêche, chasse et piégeage	1	**118 $**	1	**10 $**		
Construction	7	**3 231 $**				
Transport et entreposage	1	**63 $**				
Services professionnels, scientifiques et techniques			2	**25 $**		
Finance, assurance, immobilier et location	5	**2 154 $**				
Autres services	1	**100 $**	2	**17 $**		
Commerce de gros					1	**50 $**
Industries du film et de l'enregistrement sonore			1	**4 $**		
Exploitation minière et minérale			1	**9 $**		
Totaux	**20**	**6 872 $**	**34**	**186 $**	**5**	**665 $**

Aide financière accordée en 2017-2018 (par région)

Slave Nord	Slave Sud	Sahtu	Dehcho	Beaufort-Delta
543 285 $	3 493 838 $	1 471 944 $	616 500 $	1 597 215 $

Programme de facilités de crédit

Le portefeuille des facilités de crédit de la SID s'élevait à environ 46 M$ (incluant 4 M$ en intérêts non comptabilisés comme des revenus).

De nouvelles facilités de crédit de 6,65 M$ ont été approuvées, 6,87 M$ ayant été accordés (en incluant les montants approuvés l'année précédente) au cours de l'exercice 2017-2018.

Les clients de la SID ont accès aux facilités de crédit suivantes :

46 M$

Portefeuille des facilités de crédit de la SID

Prêts

- Des prêts à termes généraux sont offerts aux clients qui ne sont pas en mesure d'obtenir du financement bancaire. Ils peuvent choisir entre des modalités fixes ou variables.

Lettres de crédit de soutien

- Ces lettres de crédit de soutien aident les clients à remporter des appels d'offres ou à gagner la confiance de fournisseurs en leur garantissant des paiements.

Garanties

- Les garanties de fonds de roulement aident les clients à obtenir du financement de fonds de roulement pour leur entreprise par l'entremise des banques conventionnelles. Cela permet aux petites entreprises disposant de fonds limités de s'épanouir tout en établissant une relation avec un bailleur de fonds traditionnel.

Programme de facilités de crédit

Gestion du risque de crédit

- Comme le décrit sa politique d'analyse des risques, la SID utilise de saines pratiques de gestion des risques pour veiller à ce que les clients qui accèdent au financement aient la volonté et la capacité de rembourser la SID et de bâtir des entreprises durables.

262 demandes approuvées et

92,2 M$

accordés en facilités de crédit depuis 2005-2006

Le Programme de capital d'investissement

Par l'intermédiaire de ce programme, la SID fait des investissements en capital dans différentes entreprises des TNO, et reçoit en échange des actions privilégiées.

Les entreprises bénéficiaires versent des dividendes à la SID, les taux de dividendes étant fixés en fonction des risques. Ces entreprises peuvent racheter leurs actions à tout moment.

Les fonds investis peuvent financer un large éventail d'activités de création d'emplois, y compris la recherche et le développement, ou servir de levier pour obtenir un financement supplémentaire du secteur privé.

Programme de filiales

Ce programme suscite la prise en charge communautaire et épaule les conseils d'administration des filiales locales, la SID assurant des fonctions centralisées de soutien opérationnel général, de comptabilité et de marketing.

Il y a eu, en 2017-2018, cinq filiales actives :

- Arctic Canada Trading Company Ltd. (ACTCL)
- Acho Dene Native Crafts Ltd. (ADNC)
- Dene Fur Clouds Ltd. (DFC)
- 910344 NWT Ltd. (Fort McPherson Tent and Canvas) (FMTC)
- 5983 NWT Ltd. (Ulukhaktok Arts Centre) (UAC)

Trois des filiales sont actives dans les arts et l'artisanat traditionnels et utilisent des matériaux typiques qui soutiennent les collectivités locales. Elles vendent une gamme de produits nordiques et sont situées dans différentes régions des TNO. Par l'entremise de l'Arctic Canada Trading Company, la SID commercialise les créations des filiales dans 70 galeries et boutiques de cadeaux situés partout au Canada, de même qu'en Alaska et au Vermont. La SID contribue aussi à la promotion de chacune des filiales et de leurs produits en offrant une variété de services : stratégie de marque, publicité et distribution au moyen de la conception de sites Web, de solutions de cybercommerce, devidéos promotionnelles, de la création de dépliants, de services de vente et de foires commerciales.

Filiale	Ventes (2017-2018)
ACTCL*	7319 $
ADNC	126 241 $
DFC	88 534 $
FMTC	377 922 $
UAC	130 093 $
Total	**730 109 $**

Mitaines en fourrure de castor tricotées, avec fourrure de lynx aux poignets (Dene Fur Clouds)

** Les revenus d'exploitation de l'ACTCL proviennent exclusivement de la vente des stocks restants d'articles de cuir de bœuf musqué.*

Programme de filiales

Maintien des emplois dans les collectivités

En 2017-2018, les filiales ont eu 12,01 employés directs et soutenu 111 artisans en leur achetant pour 191 000 $ de produits faits localement.

12,01

Employés équivalents temps plein engagés par les filiales de la SID en 2017-2018

Filiale	Collectivité	Emplois directs		Variation
		2017-2018	2016-2017	
ACTCL	Yellowknife	S.O.	S.O.	S.O.
ADNC	Fort Liard	1,36	1,64	- 0,28
DFC	Fort Providence	4,00	4,56	- 0,56
FMTC	Fort McPherson	5,53	6,13	- 0,60
UAC	Ulukhaktok	1,12	1,50	- 0,38
Total		**12,01**	**13,83**	**- 1,82**

Soutien aux artistes dans les collectivités

En novembre 2017, la SID a aidé Cathy Kotchea, artiste et superviseure de la boutique Acho Dene Native Crafts, à participer au salon Crafted Artist Show au Musée des beaux-arts de Winnipeg. Cet événement a rassemblé plus de 50 artistes manitobains, de même que certains créateurs du Nunavut, du Nunatsiavut et des Territoires du Nord-Ouest.

La SID continue de contribuer au renforcement des capacités dans ses filiales.

Les filiales

Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE)

Ce programme fournit des fonds pour aider les entrepreneurs à démarrer ou à faire croître une entreprise. En 2017-2018, le programme a été particulièrement populaire, et la SID a approuvé 204 000 $ en contributions; 186 000 $ ont été versés au cours de l'exercice, et le reste des montants approuvés sera accordé en 2018-2019.

Le financement régulier peut être utilisé pour des dépenses liées au démarrage ou à l'expansion d'entreprises, à l'achat de matières premières (pour la production artistique ou artisanale) et à des projets à court terme qui créent de l'emploi. La limite de financement pour une période de 5 ans s'élève à 20 000 $ (10 000 $ pour les entreprises situées dans les collectivités de niveau I). Le programme est réservé aux entreprises ayant des revenus annuels de 500 000 $ ou moins.

Le financement de suivi peut servir à financer l'achat de logiciels ou de services de comptabilité, la planification de la relève, ou la participation à des programmes de formation liés à l'entrepreneuriat. Le montant maximum à vie alloué est de 5 000 $ (3 000 $ pour les entreprises situées dans les collectivités de niveau I).

40

Demandes au FDEE approuvées en 2017-2018

204 260 $

Financement total approuvé en 2017-2018 pour le FDEE

338 demandes approuvées pour

2,4 M$ issus du FDEE depuis 2005-2006

Services aux entreprises

La SID aide les Ténois à démarrer et à faire croître leurs entreprises. Les objectifs de sa stratégie de prestation de services en français ont été atteints en 2017-2018 : les Ténois qui veulent se lancer en affaires aux TNO peuvent maintenant accéder à tous les programmes de la SID en français comme en anglais.

La SID a aussi créé une application Web mobile à partir de son guide ***Comment se lancer en affaires aux Territoires du Nord-Ouest***.

La SID est membre du Réseau Entreprises Canada, qui offre aux petites entreprises et aux sociétés en démarrage des renseignements et références sur les services, programmes et règlements du gouvernement. Elle administre aussi Entreprises Canada-TNO (ECTNO) en partenariat avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor). Les services d'ECTNO sont offerts en ligne et par l'entremise de partenaires communautaires dans l'ensemble des TNO.

Voici les principaux services offerts :

- une bibliothèque de ressources d'affaires indexée en ligne pour que les clients de n'importe quelle collectivité puissent se les faire expédier;
- un numéro 1-800 grâce auquel les clients des collectivités ténoises peuvent obtenir des renseignements propres à leur région;
- du contenu adapté et géré spécialement pour les Ténois partir du site entreprisescanada.ca.
- des vidéos éducatives et des cyberconférences à l'intention des entrepreneurs;
- des services administratifs et des ressources de planification offerts en personne par la SID et des organismes partenaires;
- la coordination de la Semaine de la PME en collaboration avec des intervenants du milieu des affaires.

En 2017-2018, ECTNO a servi 169 clients en personne, 83 au téléphone et 43 par courriel. La SID a aussi organisé 54 formations auxquelles ont participé 103 personnes.

CANADA BUSINESS NWT
ENTREPRISES CANADA TNO

Services aux entreprises

Mentorat d'affaires

En 2017, la SID et Futurpreneur Canada ont continué d'offrir Mentor-Me, un programme de mentorat structuré s'adressant aux jeunes entrepreneurs qui sont en train de lancer leur entreprise ou qui en ont récemment lancé une.

Les participants ont été encadrés par des experts et propriétaires ténois qui ont manifesté un sens des affaires et ont l'envie d'épauler la prochaine génération. Ces mentors se sont par ailleurs réunis lors d'une séance informelle afin de discuter du programme et de tabler sur les forces de tout un chacun.

Six entrepreneurs ont trouvé un mentor en 2017, et ils s'estiment très satisfaits de l'expérience.

SÉANCES DE FORMATION POUR ENTREPRENEURS OFFERTES À L'ANNÉE

La SID a continué d'offrir des formations tout au long de l'exercice 2017-2018. Ces séances gratuites et interactives portent sur des sujets tels que la tenue de livres, la fiscalité et le marketing.

Au total, 54 séances ont été tenues au cours de l'exercice 2017-2018 et 103 entrepreneurs y ont pris part.

Les prochaines séances sont affichées sur notre site : **www.bdic.ca/calendar**

296

Clients servis au centre de services en 2017-2018

Au centre de services de la SID, des ressources et des postes de travail sont à la disposition des Ténois voulant se lancer en affaires ou faire croître leur entreprise.

Les services aux entreprises

Camps d'entraînement intensifs

Cette année, la SID et Futurpreneur ont organisé quatre camps pour entrepreneurs à Yellowknife et Hay River. Au total, 33 jeunes entrepreneurs y ont participé.

Ces formations de deux à trois jours offraient l'occasion de passer en revue le b.a.-ba de la planification d'entreprise. Un programme interactif a permis aux jeunes entrepreneurs de travailler sur leur plan d'affaires en personne et de se familiariser avec des ressources et des outils en ligne précieux.

Les participants ont commencé chaque camp en évaluant leurs penchants entrepreneuriaux, puis ils se sont exercés à faire un « pitch ». Les instructeurs les ont ensuite renseignés sur une gamme de ressources pour les entreprises en démarrage aux TNO, et ils les ont guidés dans l'élaboration de leur plan d'affaires, section par section (profil de l'entreprise, étude de marché, activités, marketing et ventes, finances). Le deuxième jour, les participants ont présenté leur « pitch » peaufiné avant de finaliser leur plan d'affaires.

C'était aussi l'occasion pour les jeunes entrepreneurs de rencontrer des gens d'affaires inspirants.

Au cœur des collectivités

La SID encourage son personnel à s'engager dans la collectivité afin de renforcer les liens établis, d'acquérir des compétences et de faire connaître ses programmes et services. Voici les organismes auprès desquels la SID s'est engagée cette année, en plus de divers organismes scolaires et sportifs :

- 100 Men Who Give A Damn
- Société Alzheimer
- Conseil pour les personnes handicapées des TNO
- SPCA des TNO
- Jeux olympiques spéciaux des TNO
- Association de Yellowknife pour l'intégration communautaire
- Société des aînés de Yellowknife

Services aux entreprises

Des services en français

Après des années de travail, la SID est fière d'offrir l'intégralité de ses programmes et communications en langue française.

Toutes les communications ont été traduites : les publicités, le site Web de la SID, les formulaires, les dépliants et les guides sont désormais offerts en français. L'affichage et les bannières sont également offerts en français comme en anglais. De plus, les clients peuvent maintenant soumettre en français leur candidature aux programmes et solliciter l'aide d'employés qui parlent la langue.

Conformément aux lignes directrices du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO), les employés de la SID qui travaillent avec le public ont maintenant des ressources en français à portée de main

La SID a également amélioré son rayonnement auprès de la communauté francophone en renforçant sa collaboration avec différents organismes francophones.

Il s'agissait des dernières étapes de l'intégration des communications et services en français, un processus amorcé en 2013 en collaboration avec le Secrétariat aux affaires francophones. Il a notamment fallu embaucher un coordonnateur des services francophones bilingue et faire traduire le guide de la SID intitulé Comment se lancer en affaires aux Territoires du Nord-Ouest.

Les efforts déployés par la SID pour améliorer ses services en français ont été cités en exemple parmi les meilleures pratiques dans le Rapport annuel 2016-2017 sur les langues officielles du GTNO.

Les initiatives menées par la SID pour améliorer ses services en français ont été citées en exemple parmi les meilleurs pratiques dans le Rapport annuel 2016-2017 sur les langues officielles du GTNO.

Services aux entreprises

Nouvelle application Web

Le guide *Comment se lancer en affaires aux Territoires du Nord-Ouest*, qui est très consulté, est maintenant disponible sous forme d'application mobile Web.

Toute l'information dont ont besoin les Ténois pour créer une entreprise est donc désormais accessible à partir d'un appareil intelligent. Cette application Web permet aux clients d'accéder facilement aux renseignements, de même qu'aux documents clés. L'utilisateur est guidé dans les étapes à suivre pour se lancer en affaires et peut rapidement trouver des réponses à ses questions à propos de l'aide financière, des programmes, des licences et des règlements.

Les renseignements sont offerts en français et en anglais, et l'application est régulièrement mise à jour afin que les clients aient l'information la plus adéquate.

La nouvelle application mobile Web de la SID permet aux clients d'accéder facilement à de l'information quand ils le souhaitent.

Affichage dans les bureaux régionaux

Des affiches, affichettes et autocollants bilingues nouvellement conçus ont été envoyés aux partenaires régionaux de la SID. Les entrepreneurs ténois y trouvent des renseignements sur les programmes et services de la SID. Ce matériel est aussi utilisé par les spécialistes de l'économie régionale pour promouvoir les programmes s'adressant à leurs clients.

Services aux entreprises

La SID participe à des événements sectoriels

La SID a participé à plusieurs événements cette année pour promouvoir ses programmes et services.

Poursuivant son étroite collaboration avec le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO), le personnel de la SID a pris part à deux cafés-emploi à Yellowknife. Ce sont des espaces de rencontre pour les employeurs et les chercheurs d'emploi. La SID a renseigné ces derniers sur l'entrepreneuriat. Chaque événement a attiré plus de 100 participants.

La SID a par ailleurs poursuivi son partenariat avec le Regroupement des gestionnaires des administrations locales des TNO. Lors du congrès de cette année, dont le thème était « la résilience par le renforcement des capacités », des employés de la SID ont rencontré des représentants de différentes collectivités pour passer en revue les façons dont les programmes et services de la SID pouvaient aider leurs résidents.

La SID a aussi fait une présentation auprès de gestionnaires d'administrations locales à propos des possibilités de partenariat visant à mieux soutenir les collectivités.

Enfin, la SID a commandité l'édition 2017 de la foire commerciale Thebacha à Fort Smith, et elle y a tenu un kiosque pour présenter ses programmes et services aux gens de la région.

PHOTO: CDÉTNO

Le kiosque de la SID a été très visité lors du café-emploi organisé par la CDÉTNO.

Services aux entreprises

PHOTO: VILLE DE YELLOWKNIFE/ANGELA GZOWSKI

Seiji Suzuki, le gagnant de la première édition du concours Win Your Space YK.

Win Your Space YK

La SID a collaboré avec la Ville de Yellowknife pour soutenir la première édition du concours entrepreneurial Win Your Space Yellowknife.

Ce concours catalyse la création d'une entreprise prometteuse qui contribuera à la revitalisation du centre-ville de Yellowknife.

La Ville a offert au lauréat de cette première édition, Seiji Suzuki, une année de loyer gratuit pour son entreprise Ja-Pain, une boulangerie japonaise.

Son projet a été choisi parmi les cinq finalistes qui ont proposé leur plan d'affaires à un jury d'entrepreneurs chevronnés de Yellowknife.

La SID est fière d'avoir offert au gagnant une contribution de 10 000 $ issue du Fonds pour le démarrage et l'expansion d'une entreprise (FDEE). Elle a également encouragé d'autres participants en leur offrant des ateliers et des occasions de réseautage, de même que des ressources pour développer leur projet.

Plusieurs participants ont par ailleurs reçu une aide de la SID et mènent actuellement leurs activités à Yellowknife.

Résultats 2017-2018

Les objectifs ci-dessous ont été approuvés par le conseil d'administration dans le plan directeur 2017-2018 de la SID.

Objectif	Action	Cible pour 2017-2018	État
Renforcer les capacités des filiales	Renforcer les capacités des filiales	Diffusion mensuelle de contenu pédagogique auprès des responsables et superviseurs des filiales	Des ressources d'affaires et pédagogiques sont envoyées toutes les deux semaines par courriel aux superviseurs des filiales.
Accroître la responsabilisation et la transparence dans les activités de la SID	Rendre accessibles au public des données trimestrielles détaillées sur le rendement des prêts et des contributions	Publication d'un rapport trimestriel, accessible au public, sur le rendement des programmes de prêts et de contributions de la SID	Les rapports trimestriels sont mis en ligne et distribués aux intervenants. Ils sont offerts en français et en anglais.
Achever la mise en œuvre des lignes directrices sur les communications et les services en français	Finaliser la traduction du site Web de la SID et des autres outils de communication	Vérification réussie de la prestation des services et des communications de la SID en langue française	La SID a pleinement mis en œuvre les lignes directrices sur les communications et les services en français, et ses initiatives ont été saluées dans le rapport sur les langues officielles du GTNO.
Accroître la participation aux formations en affaires offertes par la SID	Promouvoir davantage ces formations par l'entremise de partenaires et de divers canaux de marketing	Distribution de calendriers de formation mensuels aux intervenants en développement économique	La participation aux formations en affaires de la SID a augmenté de 29 %.

Résultats 2017-2018

Objectif	Action	Cible pour 2017-2018	État
Accroître la visibilité des filiales de la SID	Saisir les occasions d'exposer les créations d'art et d'artisanat des filiales	Expositions des produits d'art et d'artisanat des filiales	La SID a participé à cinq foires commerciales et voyages promotionnels.
Mieux faire connaître les programmes de la SID	Diffuser de l'information sur les programmes d'investissement adaptés aux secteurs prioritaires du GTNO	Diffusion d'information par l'entremise d'associations sectorielles clés	La SID a participé à deux congrès. En cours.
Encourager la création et le développement d'entreprises commerciales	Étudier la faisabilité d'exploiter un incubateur d'entreprises	Finalisation d'un rapport de faisabilité	Non achevé.

Un ookpik en fourrure de lapin du Ulukhaktok Arts Centre

Radiations et renonciations

Le conseil d'administration (CA) de la SID peut approuver la radiation de dettes. Les comptes radiés peuvent être encore recouvrés, mais se voient attribués une valeur nulle dans les états financiers de la SID.

Le conseil de gestion financière peut quant à lui approuver la renonciation de dettes. Une dette à laquelle on a renoncé ne figure plus aux états financiers et la SID ne peut la recouvrer.

En 2017-2018, le CA a radié neuf comptes représentant huit entreprises. Le conseil de gestion financière n'a approuvé aucune renonciation.

Dettes radiées par le CA

4785 NWT Ltd. s/n Hotel Tuk Inn	441 348,07 $
6121 NWT Ltd. s/n Gagnier Holdings	207 765,90 $
994486 NWT Ltd. s/n Chef Pierre Catering	1 913 542,88 $
B&T Plumbing and Heating Ltd.	34 655,29 $
Bert Buckley	54 494,81 $
Norman Wells Petroleum Ltd.	198 167,40 $
Richard Duntra s/n RD Trucking	132 048,32 $
Starlite Corporation Ltd.	347 295,05 $
Total	**3 329 317,72 $**

DÉCAISSEMENTS

La SID a versé des fonds aux entreprises ténoises suivantes au cours de l'exercice 2017-2018.

Entreprise	Propriétaire(s)	Collectivité	Programme	Total décaissé
5983 NWT Ltd. (o/a Ulukhaktok Arts Centre)	SID	Ulukhaktok	Filiale	90 000 $
913044 NWT Ltd. (o/a Ft. McPherson Tent and Canvas)	SID	Fort McPherson	Filiale	275 000 $
Acho Dene Native Crafts Ltd.	SID	Fort Liard	Filiale	150 000 $
Arctic Canada Trading Company Ltd.	SID	Yellowknife	Filiale	50 000 $
Dene Fur Clouds Ltd.	SID	Fort Providence	Filiale	100 000 $
506878 NWT Ltd. o/a The Lenny Burger	Jason, Alexandra et Jason, Matthew	Yellowknife	Crédit	25 774,70 $
507161 NWT Ltd.	Benoit, Michel	Fort Simpson	Crédit	367 000 $
5730 NWT Ltd. (o/a Super A Foods Hay River)	Anderson, Steve; Hill, John et Hill, Tracy	Hay River	Crédit	323 126 $
Antoine, Ronald (o/a Double "A" Ventures)	Antoine, Ronald	Hay River	Crédit	63 000 $
Beaulieu, Louie	Beaulieu, Louie	Fort Smith	Credit	24 000 $
Fort Smith Construction NT Ltd.	Vogt, Alden	Fort Smith	Credit	810 000 $
Freund, Daniel (o/a Front Line)	Freund, Daniel	Fort Smith	Crédit	137 000 $
Greenway Realty Ltd.	Groenewegen, Jane et Groenewegen, Richard	Hay River	Crédit	900 000 $
Kruger, Natacha (o/a Mama Bear)	Kruger, Natacha	Hay River	Crédit	27 000 $
Les Norn Contracting	Norn, Les	Hay River Reserve	Crédit	80 000 $
Linington, Stacy (o/a S & L Fish)	Linington, Stacy	Hay River	Crédit	117 600 $
MacKay, Bridget (o/a Driftwood Diner)	MacKay, Bridget	Hay River	Crédit	18 560 $
Northridge Contracting Ltd.	Audet, Pascal	Norman Wells	Crédit	1 468 186 $
P.R. Contracting Ltd.	Rowe, Sandra et Rowe, Patrick	Fort Simpson	Crédit	99 500 $

DÉCAISSEMENTS

Entreprise	Propriétaire(s)	Collectivité	Programme	Total décaissé
Shiloh Ltd.	Van Vliet, Carmen; Van Vliet, Christian et Van Vliet, Paisley	Inuvik	Crédit	811 533 $
SK Contracting Ltd.	Kukovica, Stan	Fort Smith	Crédit	45 700 $
SK Contracting Ltd.	Kukovica, Stan	Fort Smith	Crédit	218 600 $
TDC Contracting Ltd.	Freund, Glen et Swanson, Marie	Fort Smith	Crédit	585 000 $
Territorial Investments Ltd.	Carpenter, Bradley et Reidford, Gary	Ulukhaktok	Crédit	350 131,78 $
Yellowknife Condominium Services Ltd	Bell, Adrian	Yellowknife	Crédit	400 000 $
Accompany Productions Inc	Carthew, Kristen	Yellowknife	Contribution	510 $
Arey, Elizabeth	Arey, Elizabeth	Tuktoyaktuk	Contribution	3470 $
AuroraTours.net	Robert Erasmus et Rainer Erasmus	Yellowknife	Contribution	6300 $
Cockney, Evelyn	Cockney, Evelyn	Inuvik	Contribution	4165 $
Cockney, Marilyn	Cockney, Marilyn	Tuktoyaktuk	Contribution	3735,15 $
Ettagiak- Adam, Sarah	Ettagiak- Adam, Sarah	Tuktoyaktuk	Contribution	3320 $
Fraser, Roger (o/a Stitch'in Gwich'in)	Fraser, Roger	Yellowknife	Contribution	8035,33 $
Gardner, Jazmine Mitchell (o/a Soaring Tortoise)	Gardner, Jazmine	Yellowknife	Contribution	10 996,92 $
Grant, Joanna (o/a JOM Film)	Grant, Joanna	Yellowknife	Contribution	3937,78 $
Great Slave Drilling & Exploration Ltd.	Grandguillot, Shawn	Hay River	Contribution	8906,82 $
Gruben, Jean	Gruben, Jean	Tuktoyaktuk	Contribution	5997 $
Gruben, Karen	Gruben, Karen	Tuktoyaktuk	Contribution	2940 $
Gruben, Terri Amber	Gruben, Terri Amber	Tuktoyaktuk	Contribution	2285 $
Henry, Charlotte (o/a Henry Design Build Live)	Henry, Charlotte	Yellowknife	Contribution	1000 $
Ja-pain Inc.	Suzuki, Seiji et Shoko	Yellowknife	Contribution	10 000 $
Kalnay-Watson, Sarah (o/a Let Me Knot)	Kalnay-Watson, Sarah	Yellowknife	Contribution	6426,22 $
Kangegana, Mildred	Kangegana, Mildred	Tuktoyaktuk	Contribution	5080 $

DÉCAISSEMENTS

Entreprise	Propriétaire(s)	Collectivité	Programme	Total décaissé
Klengenberg, Crystal	Klengenberg, Crystal	Tuktoyaktuk	Contribution	2066 $
Linington, Stacy (o/a S & L Fish)	Linington, Stacy	Hay River	Contribution	10 000 $
Loreen, Caroline	Loreen, Caroline	Tuktoyaktuk	Contribution	4126 $
Murefu, Temptation (o/a Tempie's Day Home)	Murefu, Temptation	Yellowknife	Contribution	9028,89 $
Naz, Shamayla	Naz, Shamayla	Yellowknife	Contribution	9275,58 $
Nerysoo, Sarah	Nerysoo, Sarah	Fort McPherson	Contribution	7319,20 $
Nuttall, Elizabeth	Nuttall, Elizabeth	Tuktoyaktuk	Contribution	3217 $
Raddi, Freda	Raddi, Freda	Tuktoyaktuk	Contribution	2402 $
Raddi, Roxanne	Raddi, Roxanne	Tuktoyaktuk	Contribution	5313,30 $
Steen, Shirley	Steen, Shirley	Tuktoyaktuk	Contribution	4610 $
Stefure, Sophie	Stefure, Sophie	Tuktoyaktuk	Contribution	5320 $
Tambour, Henry (o/a Henry's Consulting Services)	Tambour, Henry	Hay River Reserve	Contribution	13 979 $
Teddy, Charmaine	Teddy, Charmaine	Tuktoyaktuk	Contribution	2790 $
Walter, Craig (o/a Sahtu Paddleboard)	Walter, Craig	Norman Wells	Contribution	3758,86 $
Wilson, Don	Wilson, Don	Hay River	Contribution	4047,95 $
Wolki, Donna	Wolki, Donna	Tuktoyaktuk	Contribution	9714 $
Wong, Daniel o/a Jack Pine Paddle/Consulting	Wong, Daniel	Yellowknife	Contribution	2000 $

TOTAL : 7 722 784,48 $

Société d’investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

États financiers consolidés

Exercice se terminant le

31 mars 2018

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Responsabilité de la direction pour la communication de l'information financière

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») incombe à la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été examinés et approuvés par son conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP). Lorsque les NCSP permettent d'utiliser d'autres méthodes de comptabilité, la direction a choisi celles qui sont les plus appropriées. Au besoin, la direction a eu recours à ses meilleures estimations et à son jugement pour préparer les présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités quant à l'intégrité, à la fidélité et à la qualité des états financiers consolidés, la direction veille au maintien des moyens et des méthodes de contrôle financier et de gestion conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont adéquatement autorisées et comptabilisées, que les actifs sont protégés, que des documents comptables adéquats sont tenus et que la Société se conforme aux règlements en matière de conflits d'intérêts et aux lois applicables. Ces moyens et méthodes de contrôle permettent d'assurer la conduite ordonnée des affaires, l'exactitude des livres comptables, la préparation des renseignements financiers en temps opportun et le respect des politiques et des exigences réglementaires de la Société.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il exerce cette responsabilité par l'entremise du Comité d'audit, lequel est formé de membres qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité d'audit rencontre la direction régulièrement. De plus, les auditeurs externes ont accès entièrement et librement au Comité d'audit.

L'auditeur externe indépendant de la Société, soit le vérificateur général du Canada, est responsable de l'audit des opérations et des états financiers consolidés de la Société ainsi que de la production d'un rapport à cet égard.

Le directeur général,

Tom Jensen

Le directeur des finances et des programmes,

Leonard Kwong

Le 27 août 2018

Bureau du vérificateur général du Canada
Office of the Auditor General of Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au ministre responsable de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2018, et l'état consolidé des résultats et de l'excédent accumulé, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

…/2

J’estime que les éléments probants que j’ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d’audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société d’investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour le vérificateur général du Canada,

David Irving, CPA, CA
Directeur principal

Le 27 août 2018
Edmonton, Canada

	Page
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets	7
État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10 à 29
Tableau A — Tableau consolidé des immobilisations corporelles	30

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

État consolidé de la situation financière (en milliers de dollars)

	31 mars 2018	31 mars 2017
	$	$
Actifs financiers		
Trésorerie (note 3)	15 574	19 385
Créances	103	78
Stocks destinés à la revente (note 4)	566	552
Prêts (notes 5 et 6)	38 497	37 038
	54 740	57 053
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	1 209	1 272
Avantages sociaux futurs (note 8)	321	278
Avances du gouvernement (note 9)	20 935	24 794
Obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation	25	24
	22 490	26 368
Actifs financiers nets	32 250	30 685
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (tableau A)	243	275
Charges payées d'avance	26	9
	269	284
Excédent accumulé	**32 519**	**30 969**

Placements à risque (note 7)
Engagements et éventualités (notes 12 et 13)

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par :

Le président du conseil d'administration,

Denny Rodgers

La présidente du Comité d'audit,

Denise Yuhas

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2018	Réel 2018	Réel 2017
	$	$	$
Excédent pour l'exercice	1 767	1 550	2 022
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(7)	(39)
Cession d'immobilisations corporelles	-	-	1
Amortissement des immobilisations corporelles	40	39	44
	40	32	6
Acquisition de charges payées d'avance	-	(26)	(9)
Utilisation des charges payées d'avance	-	9	1
	-	(17)	(8)
Augmentation des actifs financiers nets	1 807	1 565	2 020
Actifs financiers nets, au début de l'exercice	**30 685**	**30 685**	**28 665**
Actifs financiers nets, à la fin de l'exercice	**32 492**	**32 250**	**30 685**

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé (en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2018	Réel 2018	Réel 2017
	$	$	$
Produits			
Intérêts sur les prêts	2 300	2 054	2 394
Ventes et autres bénéfices	754	773	814
Intérêts sur les fonds regroupés (note 3)	100	224	152
Dividendes	-	-	1
	3 154	3 051	3 361
Paiements de transfert (note 10)	3 753	3 695	4 189
	6 907	6 746	7 550
Charges (note 11)			
Prêts et placements	3 808	3 778	4 178
Vente au détail et fabrication	1 332	1 418	1 350
	5 140	5 196	5 528
Excédent pour l'exercice	**1 767**	**1 550**	**2 022**
Excédent accumulé, au début de l'exercice	**30 969**	**30 969**	**28 947**
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	**32 736**	**32 519**	**30 969**

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

État consolidé des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	2018	2017
	$	$
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds :		
Gouvernements	2 782	3 056
Clients	776	883
Intérêts	2 275	2 578
Dividendes	-	1
	5 833	6 518
Sorties de fonds :		
Rémunération et avantages sociaux	2 261	2 268
Paiements aux fournisseurs	1 149	1 322
Intérêts sur les avances du gouvernement	341	179
Subventions et contributions	186	217
	3 937	3 986
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	**1 896**	**2 532**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7)	(39)
Flux de trésorerie affecté aux activités d'investissement en immobilisations	**(7)**	**(39)**
Activités d'investissement		
Décaissement de prêts	(6 738)	(4 081)
Remboursement de prêts	4 897	5 679
Remboursement de placements à risque	-	7
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(1 841)**	**1 605**
Activités de financement		
Remboursement d'avances du gouvernement	(3 859)	(321)
Flux de trésorerie affecté aux activités de financement	**(3 859)**	**(321)**
Augmentation (diminution) de la trésorerie	**(3 811)**	**3 777**
Trésorerie au début de l'exercice	19 385	15 608
Trésorerie à la fin de l'exercice	**15 574**	**19 385**

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La Société

(a) Pouvoirs

La Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») a été constituée le 1er avril 2005 en vertu de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest* (« la *Loi* »).

La Société est une société territoriale du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (« le gouvernement ») nommée à l'annexe B de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). À ce titre, la Société exerce ses activités en vertu de la partie 3 de la LGFP, de la *Loi* et de ses règlements, ainsi que de toute directive émise par le ministre responsable de la Société conformément à l'article 4 de la *Loi*.

(b) Mandat

Le mandat de la Société est de soutenir les objectifs économiques du gouvernement en encourageant la création et le développement d'entreprises aux Territoires du Nord-Ouest, en fournissant de l'information et de l'aide financière aux entreprises ainsi qu'en investissant dans celles-ci.

(c) Paiement de transfert et avances du gouvernement

Conformément à l'article 30 de la *Loi*, la Société doit soumettre annuellement un plan d'entreprise, un budget d'exploitation et un budget d'investissement qui définissent les transferts requis du gouvernement pour approbation par le Conseil de gestion financière (CGF) du gouvernement, et ce, avant le début de l'exercice. Les transferts reçus du gouvernement visent à financer les activités de la Société, à faire des investissements dans les filiales, à fournir des avances de fonds de roulement et des subventions d'exploitation à des entreprises en fonction des besoins, à fournir des transferts destinés à des projets de développement d'entreprises et à faire l'achat d'immobilisations corporelles pour la Société. Les transferts sont remboursables au gouvernement s'ils n'ont pas été entièrement dépensés durant l'exercice au cours duquel le gouvernement les a fournis.

La Société et ses organismes sont économiquement dépendants des transferts reçus du gouvernement pour poursuivre leurs activités (note 17).

Par ailleurs, l'article 26 de la *Loi* autorise le gouvernement à faire des avances sur le Trésor à la Société pour un montant n'excédant pas au total 150 millions de dollars dans le but d'offrir de l'aide financière à des entreprises ou d'investir dans celles-ci. Ces avances sont remboursables au gouvernement sur demande.

(d) Impôts

La Société et ses organismes sont exemptés du paiement d'impôts municipaux, territoriaux et fédéraux en vertu de l'article 35 de la *Loi* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

(e) Budget

Les chiffres du budget consolidé proviennent des budgets approuvés par le CGF et le conseil d'administration de la Société. La haute direction de la Société a approuvé d'autres montants prévus au budget.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP) établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

(a) Incertitude de mesure

La préparation des états financiers consolidés conformément aux NCSP exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés d'actifs et de passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés de produits et de charges durant la période de présentation de l'information financière. En raison de leur nature, ces estimations sont assujetties à une incertitude de mesure. L'incidence sur les états financiers consolidés de changements à ces estimations et hypothèses au cours des exercices à venir pourrait être importante; toutefois, au moment de l'établissement des présents états financiers consolidés, la direction est d'avis que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

Les estimations les plus importantes concernent la détermination de la provision pour prêts douteux, les indemnités de départ et de déménagement et les services reçus à titre gracieux. Un changement sur le plan de la qualité du portefeuille de prêts ou de la conjoncture économique pourrait modifier considérablement ces estimations de la direction.

Les principales conventions comptables utilisées par la Société pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

(b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Société et des organismes dont elle est responsable. Toutes les opérations et les soldes interentités ont été éliminés au moment de la consolidation. Les présents états financiers comprennent les comptes des organismes suivants :

Organisme	Siège	Pourcentage de propriété	Date de constitution
Industrie légère			
913044 N.W.T. Ltd. (faisant affaire sous le nom de Fort McPherson Tent & Canvas)	Fort McPherson, TNO	100 %	25 septembre 1991
Aklavik & Tuktoyaktuk Furs Ltd.	Tuktoyaktuk, TNO	100 %	30 juin 1997
Dene Fur Clouds Ltd.	Fort Providence, TNO	100 %	18 décembre 1997
Artisanat et souvenirs			
Acho Dene Native Crafts Ltd.	Fort Liard, TNO	100 %	15 octobre 1992
5983 N.W.T. Ltd. (faisant affaire sous le nom d'Ulukhaktok Arts Centre)	Ulukhaktok, TNO	100 %	12 février 2008
Vente au détail et en gros			
Arctic Canada Trading Co. Ltd.	Yellowknife, TNO	100 %	28 juin 1997
Muskox Harvesting			
6355 N.W.T. Ltd.	Sachs Harbour, TNO	100 %	12 mai 2011

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(c) Trésorerie

La trésorerie comprend les soldes de comptes bancaires (déduction faite des chèques en circulation). La trésorerie excédentaire est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. La trésorerie comprend également des fonds et des réserves qui sont assujettis aux restrictions décrites à la note 3.

(d) Stocks

Les stocks destinés à la revente, qui comprennent les produits finis, les matières premières et les produits en cours, sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

(e) Prêts

Les prêts sont d'abord comptabilisés au coût. Les provisions pour moins-value servent à ajuster la valeur comptable des prêts au moindre du coût et de la valeur recouvrable nette. Les prêts sont classés comme prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable que le recouvrement de la totalité du capital et des intérêts pourra être fait en temps opportun. Lorsque les paiements sont en souffrance depuis trois mois (à moins que le prêt ne soit entièrement garanti), ou lorsque les paiements sont en souffrance depuis six mois (peu importe si le prêt est entièrement garanti ou non), le prêt sous-jacent est classé comme douteux.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la valeur comptable du prêt est réduite à sa valeur de recouvrement nette estimative par un ajustement à la provision pour prêts douteux. Les variations de la valeur de recouvrement nette estimative qui surviennent après la perte de valeur initiale sont également prises en compte au moyen de la provision pour prêts douteux.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice, à l'aide de la méthode des intérêts effectifs, jusqu'à ce que le prêt soit classé comme douteux. Tous les paiements reçus (c'est-à-dire les recouvrements) à l'égard d'un prêt douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt et comptabilisés comme un ajustement à la provision pour prêts douteux. Le prêt est réinscrit comme prêt productif lorsque toutes les provisions pour pertes sur créances sont reprises et que, de l'avis de la direction, le recouvrement ultime du capital et des intérêts est raisonnablement assuré. Les intérêts créditeurs non courus auparavant sont alors constatés comme intérêts créditeurs.

En vertu de la mise à jour de la LGFP qui est entrée en vigueur le 1er avril 2016, le conseil d'administration de la Société pourra approuver la radiation des dettes à l'endroit de la Société. Un compte radié peut toujours faire l'objet de mesures de recouvrement. La renonciation à un compte peut être accordée uniquement par le Conseil d'administration (500 $ ou moins) ou le CGF (plus de 500 $). Une fois que l'on a renoncé à un compte, celui-ci ne peut plus faire l'objet de mesures de recouvrement.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(f) Provision pour prêts douteux

La provision pour prêts douteux représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes probables dans le portefeuille de prêts. Au moment d'établir la provision pour prêts douteux, la direction sépare les pertes probables en deux composantes, soit une composante spécifique et une composante générale.

Une provision spécifique est constituée sur une base individuelle afin de comptabiliser les prêts douteux. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux, sa valeur comptable est ramenée à sa valeur de recouvrement nette estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. Lorsque le montant des flux de trésorerie futurs prévus ne peut être établi de façon raisonnable, on utilise la juste valeur du titre sous-jacent du prêt pour déterminer la valeur de recouvrement nette.

La provision générale est établie selon le meilleur jugement de la direction pour tenir compte des pertes probables sur des prêts productifs qui ne peuvent pas encore être classés comme douteux. La provision générale est fondée sur l'historique de pertes sur prêts de la Société, sur l'exposition globale dans certains secteurs ou dans certaines régions géographiques, ainsi que sur la conjoncture économique existante.

La provision pour prêts douteux est une estimation comptable établie selon l'historique de pertes sur prêts et une évaluation de la conjoncture économique existante. Des événements pourraient rendre les hypothèses sous-jacentes invalides, et les pertes réelles pourraient différer de façon importante des meilleures estimations de la direction.

La provision est augmentée et diminuée par les variations de l'estimation des valeurs de recouvrement nettes durant la période en cours, et elle est diminuée par les recouvrements et les radiations de prêts.

(g) Placements à risque

Les placements à risque sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute réduction de valeur pour dépréciation.

Les gains et les pertes à la cession sont constatés dans les résultats lorsqu'ils sont réalisés. Lorsqu'il y a eu une perte de valeur importante et durable, la valeur du placement est diminuée pour tenir compte de la perte. Les dividendes provenant des placements à risque sont inclus dans les revenus lorsqu'ils sont reçus. Lorsqu'ils sont reçus, ils sont déposés dans le fonds des placements à risque pour être utilisés dans le cadre d'autres placements dans des activités à risque.

Il n'y a pas de cours de marché actif.

(h) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

On reconnaît la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation durant la période à laquelle l'obligation est contractée et actualisée, et ce, à partir de la date prévue du paiement jusqu'à la valeur actuelle calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société. La juste valeur est actualisée à sa valeur actuelle à partir de la date prévue du paiement, et est calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les coûts immobilisés en fonction des actifs correspondants sont amortis en résultat en accord avec l'amortissement de l'actif sous-jacent. Le montant du passif augmente à chaque période de déclaration en raison de l'écoulement du temps, et le montant correspondant à l'augmentation est comptabilisé comme bénéfice durant la période. Une révision du calendrier d'application estimatif des flux de trésorerie, ou de la première estimation des coûts non actualisés, pourrait entraîner l'augmentation ou la diminution de l'obligation. Les coûts réels engagés lors du paiement d'une obligation liée à la mise hors service sont imputés sur l'obligation jusqu'à concurrence du passif comptabilisé.

(i) Paiements de transfert

Les paiements de transfert sont comptabilisés en tant que produits lorsqu'ils sont autorisés et que les critères d'admissibilité sont satisfaits, sauf lorsque les stipulations des transferts donnent lieu à des obligations qui correspondent à la définition de passif. Les produits des transferts sont inscrits aux résultats d'exploitation au moment où le passif auquel les stipulations donnent lieu est réglé.

Le gouvernement fournit certains services à titre gracieux à la Société. Le coût estimatif de ces services est comptabilisé en tant que services reçus à titre gracieux, qui sont inclus dans les paiements de transfert et dans les charges de la Société.

(j) Avantages sociaux futurs

i) **Prestations de retraite :** La plupart des employés de la Société participent au Régime de retraite de la fonction publique (« le Régime »), un régime contributif à prestations déterminées établi par voie législative et financé par le gouvernement du Canada. Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations afin de couvrir les coûts actuels des services. Conformément à la législation en vigueur, la Société n'a pas d'obligation implicite ou juridique de cotiser davantage relativement à tout service antérieur ou sous-financement du Régime. En conséquence, les cotisations sont passées en charges au cours de l'exercice où les services sont rendus et représentent l'obligation totale de la Société au titre des prestations de retraite.

ii) **Indemnités de départ et de déménagement :** Conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi, les employés sont admissibles à des indemnités de départ et à une aide au déménagement en fonction de leurs années de service. Ces indemnités sont versées à la démission, au départ à la retraite ou au décès de l'employé. Le coût de ces indemnités est comptabilisé à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour y avoir droit. Des indemnités de départ sont également comptabilisées lorsque des employés sont mis à pied. Le coût des indemnités a été déterminé d'après une évaluation actuarielle.

(k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont reportées au coût moins les dépréciations et l'amortissement accumulé. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations :

Immeubles	20 ans
Véhicules et matériel	4 ans
Améliorations locatives	4 ans
Matériel informatique	4 ans

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les immobilisations corporelles sont dépréciées lorsque la situation indique qu'elles ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou lorsque la valeur des futures retombées économiques relatives aux immobilisations corporelles est inférieure à leur valeur comptable nette. Les dépréciations nettes sont comptabilisées comme des charges dans l'état consolidé des résultats.

(l) Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se composent de la trésorerie, des débiteurs, des prêts en cours, des placements à risque, des créditeurs et des charges à payer ainsi que des avances du gouvernement. Ces instruments financiers sont évalués au coût.

(m) Actifs non financiers

Les actifs non financiers ne peuvent servir à acquitter les passifs existants, et ils sont destinés à fournir des services. Leur durée de vie utile dépasse l'exercice en cours et ils ne sont pas destinés à la vente dans le cadre de l'exploitation habituelle. La variation des actifs non financiers au cours de l'exercice, ainsi que les produits excédentaires par rapport aux charges, constitue la variation nette des actifs financiers pendant l'exercice.

(n) Informations sectorielles

La Société présente des informations sectorielles pour ses activités liées aux prêts, aux investissements, à la vente au détail et à la fabrication. Les prêts et les investissements représentent les activités de la Société, et la vente au détail et la fabrication celles des organismes dont elle est responsable. Tous les revenus, à l'exception du produit des ventes et d'autres revenus, sont générés par les activités de prêt et d'investissement.

(o) Nouvelles normes comptables

La Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de comptabilité pour le secteur public, qui sont entrés en vigueur le 1er avril 2017 : Information relative aux apparentés (SP 2200) (note 14), Opérations interentités (SP 3420) (notes 14 et 15) et Droits contractuels (SP 3380) (note 19). L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

(p) Modifications comptables à venir

Le CCSP a publié un nouveau chapitre concernant l'exercice commençant le 1er avril 2018 ou après, avec possibilité d'application aux exercices antérieurs. La Société évalue actuellement les retombées associées à cet ajout :

Chapitre SP 3430, « Opérations de restructuration » : Ce chapitre établit des normes sur la consignation des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses liés aux opérations de restructuration et sur les exigences de divulgation que doivent respecter le bénéficiaire et le cédant. La Société ne s'attend pas à ce que cette nouvelle norme ait une incidence sur ses états financiers.

3.Trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation, les fonds et les réserves constitués en vertu de la *Loi*, et pour les avantages sociaux futurs des employés, ainsi que la trésorerie détenue par les organismes de la Société. La trésorerie est regroupée avec la trésorerie excédentaire

3.Trésorerie (suite)

du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. Les catégories de titres, les catégories d'émetteurs, les limites et les conditions admissibles sont approuvées par le ministère des Finances. Tous les instruments, selon la catégorie de placement, sont cotés R-2 élevé ou mieux par la Dominion Bond Rating Service Limited. Le rendement moyen des placements de la Société a été de 1,42 % au cours de l'exercice (1,05 % en 2017).

En conformité avec l'article 27 de la *Loi*, la Société est tenue de constituer un fonds de prêts et d'investissements pour ses activités de prêt et d'investissement. Il est précisé au paragraphe 4(2) de la partie 1 du *Règlement sur le maintien de programmes, de projets et de services* de la Société qu'un fonds de prêts et de cautionnements sera utilisé pour comptabiliser les activités de prêt, tandis que, selon le paragraphe 19(2) de la partie 2, un fonds de capital-risque sera utilisé pour comptabiliser les activités de placement à risque. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 18(2) de la partie 2 du *Règlement*, la Société a l'obligation de continuer à maintenir un fonds d'investissement et un fonds de subvention.

En plus de ces fonds, la Société doit, en vertu respectivement des paragraphes 18(6) et 19(5) de la partie 2 du *Règlement*, constituer un fonds de réserve (investissements) et un fonds de réserve (capital-risque). La Société continuera d'y déposer un montant équivalant à 10 % de chaque investissement ou placement à risque effectué. La Société peut utiliser les fonds de réserve pour effectuer des placements supplémentaires dans ses organismes et placements à risque au moyen de prélèvements approuvés, ou pour leur apporter davantage de financement.

La Société a la responsabilité d'administrer les avantages sociaux futurs, y compris la trésorerie détenue (note 8 b).

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation	6 984	6 993
Trésorerie détenue par les organismes de la Société	1 433	1 334
Trésorerie détenue pour les avantages sociaux futurs des employés	321	278
	8 738	8 605
Fonds de capital-risque	4 190	4 190
Fonds d'investissement	873	873
Fonds de subvention	485	471
Fonds de réserve (capital-risque)	486	486
Fonds de prêts et de cautionnement	655	4 613
Fonds de réserve (investissements)	147	147
	6 836	10 780
	15 574	**19 385**

4.Stocks

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Stocks destinés à la revente		
Artisanat	307	293
Articles de toile	259	259
	566	**552**

Au cours de l'exercice, des stocks de 59 000 $ (97 000 $ en 2017) ont diminué de valeur et aucun stock n'a été mobilisé comme garantie. De plus, la Société a recouvré 9 000 $ (24 000 $ en 2017) sur les stocks dont la valeur comptable avait été réduite. Le coût des marchandises vendues comprend la dépréciation des stocks et les recouvrements.

5. Prêts

La Société offre des prêts à taux variable et à taux fixe pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, mais dont la période d'amortissement ne dépasse pas 25 ans.

La Société impute à ses clients son taux préférentiel plus 2 %, 3 % ou 4 % selon la garantie fournie, la capacité de la direction du client, la participation du client et la période d'amortissement. La Société détient divers types de garanties sur ses prêts, notamment des immeubles, des aéronefs, de la machinerie lourde et des contrats de sûreté générale.

Il est prévu que les prêts viendront à échéance comme suit :

		En milliers de dollars			
		2018		**2017**	
		Taux	**Soldes**	**Taux**	**Soldes**
		%	**$**	**%**	**$**
Prêts productifs venant à échéance d'ici	1 an	5,39	4 161	5,62	4 141
	1 à 2 ans	5,48	5 287	5,08	2 896
	2 à 3 ans	5,49	5 365	5,43	5 969
	3 à 4 ans	5,06	11 878	5,46	6 420
	Plus de 4 ans	5,42	10 703	5,06	16 035
			37 394		35 461
Intérêts courus à recevoir au titre des prêts			153		169
Prêts douteux			4 477		6 771
			42 024		42 401
Moins : provision pour prêts douteux (note 6)			3 527		5 363
			38 497		**37 038**

5. Prêts (suite)

En 2018, neuf comptes d'un montant total de 3 329 000 $ ont été radiés par le conseil d'administration (cinq comptes d'un montant total de 839 000 $ en 2017). Aucun compte n'a fait l'objet d'une dispense (aucun en 2017), et les recouvrements sur des prêts qui avaient auparavant été radiés ont totalisé 21 000 $ (26 000 $ en 2017).

Concentration du risque de crédit

La concentration du risque de crédit peut découler d'une exposition à des groupes de débiteurs ayant des caractéristiques semblables, de sorte que leur capacité à satisfaire à leurs obligations pourrait être touchée de façon similaire par des changements de conjoncture économique ou d'autres changements. Les tableaux suivants présentent les concentrations des prêts productifs et douteux par région géographique et secteur d'activité.

Concentration par secteur d'activité

	En milliers de dollars			
	2018		2017	
Secteur d'activité	Productifs	Douteux	Productifs	Douteux
	$	$	$	$
Construction	10 103	208	7 636	103
Commerce de détail	6 924	306	6 272	779
Immobilier et loyers	5 811	-	4 291	-
Hébergement et services de restauration	5 500	1 684	6 219	3 225
Transport et entreposage	3 595	63	4 317	-
Autres services	1 613	86	1 600	86
Commerce en gros	934	-	1 961	-
Fabrication	860	21	888	26
Gestion des entreprises	475	-	548	-
Communications	418	-	454	-
Artisanat	393	-	380	-
Finances et assurances	386	84	410	129
Services aux entreprises	255	370	450	268
Pêche et faune	110	-	-	40
Voyage et tourisme	13	1 282	22	1 571
Foresterie et exploitation forestière	4	-	13	-
Pétrole et gaz	-	334	-	484
Services d'éducation	-	39	-	60
	37 394	**4 477**	**35 461**	**6 771**

Le solde des prêts en cours comprend un prêt d'une valeur de 0 $ (2 000 $ en 2017) consenti à une société émettrice de capital-risque. Ce prêt vient s'ajouter aux placements à risque présentés à la note 7.

5. Prêts (suite)

Concentration par région géographique

	En milliers de dollars			
	2018		2017	
Région	**Productifs**	**Douteux**	**Productifs**	**Douteux**
	$	**$**	**$**	**$**
Slave Sud	19 792	1 368	18 204	2 085
Dehcho	7 318	-	8 167	2
Slave Nord	5 320	2 418	5 677	3 920
Sahtu	2 804	285	1 920	68
Inuvik	2 160	406	1 493	696
	37 394	**4 477**	**35 461**	**6 771**

Le tableau suivant présente les prêts productifs en cours classés selon le système de cotation de risque de crédit de la Société.

	En milliers de dollars	
Cotation de risque de crédit	**2018**	**2017**
	$	**$**
Faible	22 884	21 875
Moyen	13 941	12 904
Élevé	569	682
	37 394	**35 461**

La Société considère qu'un prêt est en souffrance lorsque le client omet d'effectuer un paiement conformément aux modalités de paiement. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme douteux parce qu'ils ne correspondent pas aux critères relatifs aux prêts douteux.

	En milliers de dollars	
Prêts en souffrance non douteux	**2018**	**2017**
	$	**$**
De 31 à 60 jours	10	27
De 61 à 90 jours	6	14
Plus de 90 jours	1	-
	17	**41**

La capacité des clients à respecter leurs obligations a une incidence directe sur l'exposition au risque lié aux prêts. Cette capacité est influencée, entre autres, par l'exposition des clients aux fluctuations économiques au sein de l'économie des Territoires du Nord-Ouest. Afin de réduire ce risque, la Société limite la concentration des prêts accordés à chaque client. Conformément à ses règlements, la Société peut prêter à une entreprise ou à un groupe d'entreprises reliées, ou investir dans une entreprise ou

5. Prêts (suite)

dans un groupe d'entreprises reliées, un montant maximal de 2 millions de dollars. Les montants supérieurs à 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF. Le CGF n'a approuvé aucun montant en 2018 (aucun montant en 2017).

6. Provision pour prêts douteux

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Solde au début de l'exercice	5 363	5 141
Provision pour prêts douteux	713	746
Prêts radiés	(2 226)	(346)
Recouvrements de remboursements	(323)	(178)
Solde à la fin de l'exercice	**3 527**	**5 363**
Constitué de :		
Provision spécifique	2 779	4 654
Provision générale	748	709
	3 527	**5 363**

7. Placements à risque

Le portefeuille de placements à risque de la Société est axé sur l'offre de financement sous forme d'actions privilégiées et de titres de créance à des sociétés des Territoires du Nord-Ouest. Au 31 mars 2018, la Société n'a pas d'influence notable au sein des sociétés dans lesquelles elle a investi.

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Solde au début de l'exercice	-	7
Recouvrements	-	-
Remboursements	-	(7)
Solde à la fin de l'exercice	**-**	**-**

Au 31 mars 2018, le total cumulatif des placements à risque était de 654 000 $ (654 000 $ en 2017) avec amortissements associés de 654 000 $ (654 000 $ en 2017). En 2018, aucune radiation ou exonération de placement à risque n'a été approuvée (aucune radiation ou exonération approuvée en 2017).

7. Placements à risque (suite)

Actions privilégiées et dividendes

Les placements en actions privilégiées comportent un droit de conversion en actions ordinaires. Ce droit, s'il est exercé, peut avoir comme résultat la détention d'une participation majoritaire dans certaines circonstances. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la Société et rapportent des dividendes à des taux variables. Le rendement des placements varie d'un exercice à l'autre en fonction du montant des dividendes reçus ainsi que du moment où ils sont reçus.

8. Avantages sociaux actuels et futurs

(a) Prestations de retraite

La plupart des employés de la Société participent au Régime (note 2 (j) (i)). Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor fixe le montant des cotisations à verser par l'employeur selon un multiple de la cotisation exigée des employés. Le taux de cotisation de l'employeur dépend de la date d'entrée en poste des employés. Pour les employés ayant commencé avant le 1er janvier 2013, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,3 fois (1,5 fois en 2017) le taux de cotisation des employés. Pour les employés ayant commencé après le 31 décembre 2012, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,0 fois (1,3 en 2017) le taux de cotisation des employés. Les cotisations totalisant 192 000 $ (214 000 $ en 2017) ont été comptabilisées comme des charges pendant l'exercice. Les cotisations versées au cours de l'exercice par la Société et les employés au Régime s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Cotisations versées par la Société	192	214
Cotisations versées par les employés	155	150

Le gouvernement du Canada a une obligation imposée par la loi de verser des prestations conformément aux dispositions du Régime. Les prestations de retraite s'accumulent généralement sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service validable multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont coordonnées avec le Régime des pensions du Canada et sont indexées à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

(b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés

La Société verse des indemnités de départ et de déménagement aux employés en fonction des années de service et du salaire de fin de carrière (note 2 (j) (ii)). De plus, elle verse une aide aux employés et offre des congés de maladie et des congés spéciaux, conformément aux conventions collectives. Ce régime d'avantages sociaux est préfinancé par les cotisations actuelles et est comptabilisé dans la trésorerie.

La plus récente évaluation actuarielle a été réalisée en date du 31 mars 2018. Elle reposait sur les données disponibles au 17 février 2017, qui ont été extrapolées pour la fin de l'exercice. Les valeurs

8. Avantages sociaux actuels et futurs (suite)

exposées ci-dessous comprennent les indemnités de départ et de déménagement et les congés rémunérés de la Société.

(b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés (suite)

Variation des obligations

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	434	306
Coût des services rendus au cours de l'exercice	15	10
Coût financier	13	8
Prestations	(5)	(7)
Ajustement actuariel	(119)	117
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	338	434
Gains actuariels nets non amortis (pertes actuarielles nettes non amorties)	(17)	(156)
Passif au titre des prestations constituées (actif)*	**321**	**278**

* Le montant total des prestations de retraite, des avantages sociaux futurs et des autres congés comprend un montant de 264 004 $ (226 104 $ en 2017) lié aux départs et aux déménagements ainsi qu'un montant de 56 867 $ (52 377 $) lié aux congés rémunérés.

Charge au titre des avantages sociaux

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Coût des services rendus au cours de l'exercice	15	10
Coût financier	13	8
Amortissement de l'ajustement actuariel	20	5
Avantages sociaux futurs	**48**	**23**

Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est une moyenne de 3,80 % (3,30 % en 2017). Le taux d'augmentation de la rémunération supposé est de 2 % (2 % en 2017). Les gains et les pertes actuariels non amortis sont amortis selon la méthode linéaire sur le nombre moyen estimatif restant d'années de service des employés actifs, soit huit ans (huit ans en 2017). Aucun taux d'inflation n'a été appliqué.

9. Avances du gouvernement

La *Loi* autorise la Société à emprunter au gouvernement, grâce à des avances, jusqu'à concurrence de 150 millions de dollars, en vue d'apporter une aide financière aux entreprises ou d'investir dans celles-ci. Les augmentations du solde non réglé des avances doivent être approuvées par le CGF en fonction des besoins de la Société. Le solde ne devait pas dépasser 45 millions de dollars au 31 mars 2018 (45 millions de dollars en 2017).

Les intérêts sur les avances sont déterminés en fonction du taux établi au cours de la dernière semaine de chaque mois pour les obligations du gouvernement du Canada de trois ans et sont composés annuellement. Le taux a varié de 0,75 % à 1,96 % au cours de l'exercice (0,51 % à 0,99 % en 2017).

10. Paiements de transfert

	En milliers de dollars					
	2018			2017		
	Prêts et place-ments	Détail et fabrica-tion	Total	Prêts et place-ments	Détail et fabrica-tion	Total
	$	$	$	$	$	$
Gouvernement :						
Fonctionnement et entretien	2 154	665	**2 819**	2 568	645	**3 213**
Services reçus à titre gracieux (note 15)	779	-	**779**	786	-	**786**
	2 933	665	**3 598**	3 354	645	**3 999**
Programmes fédéraux	97	-	**97**	190	-	**190**
	3 030	**665**	**3 695**	**3 544**	**645**	**4 189**

À la fin de l'exercice, la Société ne disposait d'aucun fonds gouvernemental non dépensé (105 000 $ en 2017). Le contrat stipule que tout fonds non dépensé doit être remboursé au gouvernement. Le surplus enregistré en 2017 a été comptabilisé dans les comptes créditeurs et les charges à payer, et a été remboursé au moyen d'une baisse des cotisations pour l'exercice 2018.

11. Charges par éléments

	En milliers de dollars					
	2018			2017		
	Prêts et place-ments	Détail et fabrica-tion	Total	Prêts et place-ments	Détail et fabrica-tion	Total
	$	$	$	$	$	$
Publicité et promotion	23	20	**43**	25	10	**35**
Amortissement	5	34	**39**	11	33	**44**
Mise hors service d'immobilisations	-	1	**1**	-	1	**1**
Créances douteuses (recouvrement)	-	(4)	**(4)**	-	(14)	**(14)**
Frais bancaires et intérêts	2	25	**27**	2	27	**29**
Membres du Conseil	26	1	**27**	25	1	**26**
Fonds d'aide aux entreprises	186	-	**186**	221	-	**221**
Centre de services aux entreprises	245	-	**245**	239	-	**239**
Informatique et communications	105	22	**127**	88	19	**107**
Coût des biens vendus	-	801	**801**	-	806	**806**
Pertes sur créances (net)	390	-	**390**	568	-	**568**
Assurance	-	26	**26**	-	26	**26**
Intérêts débiteurs sur les avances du gouvernement	341	-	**341**	179	-	**179**
Frais de bureau et généraux	30	21	**51**	49	30	**79**
Honoraires professionnels	80	51	**131**	197	76	**273**
Loyer	183	16	**199**	200	16	**216**
Réparations et maintenance	-	18	**18**	-	20	**20**
Salaires et avantages sociaux	2 155	253	**2 408**	2 342	240	**2 582**
Nettoyage des sites	-	50	**50**	-	-	**-**
Formation et ateliers	1	1	**2**	10	-	**10**
Déplacement(s)	6	33	**39**	22	4	**26**
Services publics	-	49	**49**	-	55	**55**
	3 778	**1 418**	**5 196**	**4 178**	**1 350**	**5 528**

12. Engagements

Au 31 mars 2018, les prêts aux entreprises approuvés, mais non encore décaissés, totalisaient 2,0 millions de dollars au taux d'intérêt moyen pondéré de 4,7 % (2,8 millions de dollars au taux d'intérêt moyen pondéré de 4,2 % en 2017). Ces prêts seront compris dans le solde des prêts seulement après leur décaissement. De plus, au 31 mars 2018, les apports aux entreprises approuvés, mais non encore décaissés, totalisaient 18 000 $ (8 000 $ en 2017).

13. Éventualités

Prêts

La Société a quatre prêts en cours consentis à trois organismes d'aide au développement des collectivités du Nord, afin que ceux-ci puissent consentir des prêts, totalisant 471 000 $ (quatre prêts en

13. Éventualités (suite)

cours totalisant 538 000 $ en 2017). Les prêts consentis par ces trois organismes qui deviennent douteux peuvent être cédés à la Société, auquel cas la Société radierait le solde des prêts consentis et essaierait de récupérer la perte subie directement auprès des emprunteurs. En 2018, aucun compte de prêt n'a été cédé à la Société (aucun compte en 2017).

Lettres de crédit de soutien

La Société a trois lettres de crédit de soutien irrévocable dont le montant totalise 2 101 000 $ (2 155 000 $ en 2017) et qui arrivent à échéance à l'exercice 2019 (pour les trois). La Société devra verser le montant de ces lettres de crédit si les bénéficiaires de celles-ci sont en défaut par rapport aux dettes sous-jacentes. Si la Société doit payer des tiers en vertu de ces ententes, ces paiements seront dus à la Société par les bénéficiaires des lettres. Les lettres de crédit de soutien sont garanties par un billet, un contrat de sûreté générale, un cautionnement ou une hypothèque accessoire. Au cours de l'exercice, aucun paiement n'a été versé (aucun en 2017).

14. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, de même qu'à son conseil d'administration, à ses principaux dirigeants et aux membres de la famille proche de ceux-ci. La Société effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et en vertu de conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, à l'exception de certains services qui sont fournis à titre gracieux (note 15).

Les opérations entre apparentés au cours de l'exercice et les soldes à la fin de l'exercice s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Revenus		
Ventes	28	42
Paiements de transfert (note 10)	3 598	3 999
Charges		
Achats	241	208
Intérêts sur les avances du gouvernement	341	179
Soldes à la fin de l'exercice		
Créances	6	1
Créditeurs et charges à payer	135	137
Avances du gouvernement	20 935	24 794

15. Services reçus à titre gracieux

La Société consigne dans les présents états financiers le coût estimatif des services fournis gratuitement par le gouvernement. Les services reçus à titre gracieux de la part du gouvernement compren-

nent les services régionaux et les services des ressources humaines ainsi que les locaux à bureaux. Le coût estimatif de ces services s'établit comme suit :

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Personnel auxiliaire	549	558
Locaux	230	228
	779	**786**

16. Chiffres budgétisés

Les chiffres budgétisés dérivent des budgets approuvés par le Ministre et le CGF. La haute direction de la Société a également approuvé les chiffres budgétisés des organismes de la Société.

Pour les exercices de 2018 et de 2017, les charges budgétisées s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars					
	2018			**2017**		
	Prêts et place-ments	**Détail et fabrica-tion**	**Total**	**Prêts et place-ments**	**Détail et fabrica-tion**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Publicité et promotion	25	12	**37**	22	9	**31**
Amortissement	6	34	**40**	6	27	**33**
Créances douteuses	-	6	**6**	-	5	**5**
Frais bancaires et intérêts	-	27	**27**	-	26	**26**
Membres du Conseil	40	2	**42**	45	1	**46**
Fonds d'aide aux entreprises	200	-	**200**	200	-	**200**
Centre de services aux entreprises	220	-	**220**	194	-	**194**
Informatique et communications	115	18	**133**	91	19	**110**
Coût des biens vendus	-	786	**786**	-	745	**745**
Transport et messagerie	-	2	**2**	-	4	**4**
Assurance et permis	-	26	**26**	-	25	**25**
Intérêts débiteurs	165	-	**165**	180	-	**180**
Frais de bureau et généraux	40	22	**62**	45	18	**63**
Honoraires professionnels	80	54	**134**	90	80	**170**
Provision pour prêts douteux, nette	100	-	**100**	100	-	**100**
Loyer	237	16	**253**	237	16	**253**
Réparations et entretien	-	11	**11**	-	11	**11**
Salaires et avantages sociaux	2 530	248	**2 778**	2 536	238	**2 774**
Déplacements et véhicules	50	30	**80**	90	20	**110**
Services publics	-	38	**38**	-	55	**55**
	3 808	**1 332**	**5 140**	**3 836**	**1 299**	**5 135**

17. Dépendance économique

Les revenus de la Société ont été assurés à hauteur de 53,3 % (53,0 % en 2017) par le gouvernement, sous la forme d'une contribution et de services reçus à titre gracieux. Ce financement est essentiel à la poursuite des activités de la Société.

18. Gestion du risque

En cas de détention d'instruments financiers, la Société s'expose aux risques suivants :

Risque de crédit

Il désigne le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque associé à la trésorerie est limité au maximum si l'on s'assure que ces actifs financiers sont placés auprès d'institutions financières bien capitalisées.

L'octroi de crédit et la gestion des prêts sont basés sur les politiques de crédit établies. L'exposition maximale des emprunteurs et des entités détenues au risque de crédit est la valeur comptable des prêts et des placements. La Société gère l'exposition au risque de crédit par les moyens suivants :

- un système normalisé de classification du risque de crédit établi pour tous les prêts;
- des politiques et des directives de crédit transmises aux agents de crédit dont les activités et les responsabilités englobent l'octroi de crédits et le suivi des résultats des clients;
- l'examen indépendant des demandes de prêt dépassant 1 million de dollars;
- la limitation à 2 millions de dollars de la concentration des prêts et des placements avec une entreprise ou un groupe d'entreprises liées. Les montants dépassant 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF.

Les biens principaux affectés en garantie et les autres rehaussements de crédit pour les prêts incluent : (i) les immeubles, (ii) le matériel, et (iii) les cautionnements d'entreprise et les sûretés personnelles, (iv) la cession de baux.

Au 31 mars 2018, 334 000 $ des prêts douteux (559 000 $ en 2017) étaient garantis par des actifs que la Société avait la possibilité de vendre afin d'honorer les engagements des emprunteurs. Les politiques et les pratiques de gestion du risque de crédit de la Société n'ont pas subi de changements importants par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous illustre le risque de crédit maximal de la Société au 31 mars 2018 si toutes les parties contractantes manquent à leurs obligations :

	En milliers de dollars	
	2018	**2017**
	$	**$**
Trésorerie	15 574	19 385
Créances	103	78
Prêts	38 497	37 038
Lettres de crédit	2 101	2 155

Risque de taux d'intérêt

Il désigne le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt parce que les variations des taux d'intérêt du marché entraîneront des fluctuations des

18. Gestion du risque (suite)

flux de trésorerie futurs provenant des avances du gouvernement, des fluctuations de la juste valeur et des flux de trésorerie futurs provenant des prêts, et des produits d'intérêts provenant des flux de trésorerie.

Les emprunts de la Société auprès du gouvernement sont basés sur un taux d'intérêt variable du marché, et la Société prête à la majorité de ses clients à des taux fixes. La marge ou l'écart du taux d'intérêt de la Société augmente lorsque les taux d'intérêt chutent, et diminue lorsque les taux augmentent.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Société rembourse progressivement les avances du gouvernement à l'aide des flux de trésorerie disponibles dans le fonds de prêts et de cautionnement. Au cours de l'exercice, elle a remboursé 3 859 000 $ (321 000 $ en 2017).

En se basant sur les avances du gouvernement à la Société au 31 mars 2018 et sur le solde mensuel des flux de trésorerie en caisse, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt ferait baisser l'excédent annuel de 49 000 $ (90 000 $ en 2017). De plus, une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt ferait augmenter l'excédent annuel de 41 000 $ (18 000 $ en 2017).

Risque de liquidité

Il désigne le risque qu'une entité éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La Société gère le risque de liquidité en surveillant régulièrement les flux de trésorerie prévisionnels et réels.

Les avances du gouvernement sont payables à vue sans délai fixe de remboursement. Les remboursements des avances sont effectués lorsque la Société dispose de suffisamment de flux de trésorerie en caisse non affectés à des fins de prêt.

19. Droits contractuels

En mars 2018, la Société a conclu une entente de partage de frais avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) visant le financement de l'exploitation du centre Entreprises Canada-TNO pour un an à partir du 1er avril 2018. La Société assure la gestion du centre et prend en charge les coûts d'exploitation excédant la contribution maximale de CanNor, qui est de 97 100 $.

20. Événements postérieurs

En mai 2018, le CGF a approuvé l'exonération de trois comptes totalisant 253 000 $. Deux d'entre eux étaient associés à des prêts totalisant 192 000 $, et l'autre était un compte de placement à risque de 61 000 $.

En juin 2018, l'Assemblée législative a approuvé une modification à la *Loi*. Celle-ci autorise désormais la Société, sous réserve de certaines conditions, à utiliser des montants d'intérêts sur des prêts reçus au cours d'un exercice pour assumer des frais d'exploitation lors de l'exercice suivant.

21. Chiffres de l'exercice précédent

La classification de certains chiffres tirés de l'exercice précédent a été modifiée en fonction du format adopté cette année.

Tableau A
En milliers de dollars

	Terrains	Bâtiments	Véhicules et Matériel	Améliorations locatives	Matériel informatique	Au 31 mars 2018	Au 31 mars 2017
	$	$	$	$	$	$	$
Coût des immobilisations corporelles au début de l'exercice	80	1 950	695	457	20	3 202	3 164
Acquisitions	-	-	-	3	4	7	39
Cessions	-	-	-	-	(8)	(8)	(1)
Coût des immobilisations corporelles à la fin de l'exercice	80	1 950	695	460	16	3 201	3 202
Amortissement cumulé au début de l'exercice	-	1 809	647	451	20	2 927	2 883
Charge d'amortissement	-	14	21	3	1	39	44
Cessions	-	-	-	-	(8)	(8)	-
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	-	1 823	668	454	13	2 958	2 927
Valeur comptable nette	**80**	**127**	**27**	**6**	**3**	**243**	**275**

Please contact us for business information and assistance.
Contactez-nous pour obtenir de l'aide et des renseignements d'affaires.
1-800-661-0599 | 867-767-9075 | info@bdic.ca | **www.bdic.ca**